

Antananarivo, Madagascar  
22 octobre 2015

## Communiqué de presse

---

### Les Malgaches déplorent l'ampleur de la corruption.

La dernière enquête Afrobaromètre à Madagascar révèle qu'en général, les Malgaches constatent une hausse considérable du niveau de corruption dans le pays et critiquent la performance du gouvernement dans la lutte contre ce fléau.

En effet, trois Malgaches sur quatre disent que la corruption a augmenté et 90% pensent que le gouvernement répond : « très mal » ou « plutôt mal » au problème de corruption au sein de l'administration publique.

En 2014, ce sont la police et la gendarmerie, les juges et magistrats, les hommes d'affaires, ainsi que les parlementaires, qui sont les plus critiqués pour leur implication dans des affaires de corruption.

Il faut souligner que la majorité des Malgaches sollicitent l'implication des Médias dans cette lutte contre la corruption.

Ces données sont d'une grande importance, puisqu'elles montrent le contexte de corruption auquel est confrontée la population dans son quotidien. Ces données illustrent également le fait que Madagascar soit classé au 133<sup>ème</sup> rang sur 175 pays en considérant l'Indice de Perceptions de la Corruption (Transparency International, 2014). Enfin, celles-ci démontrent que la question de la bonne gouvernance est une chose réclamée par tous les Malgaches et non pas réservée essentiellement à la classe politique.

### Résultats clés

- Environ 3 Malgaches sur 4 affirment que la corruption dans le pays a augmenté en 2014 par rapport à 2013.
- Par ailleurs, pour l'année 2014, de 9 personnes sur 10 critiquent sévèrement la non-performance du Gouvernement dans la lutte contre la corruption [Figure 1]. Toutefois, 2 Malgaches sur 3 restent convaincus que c'est le parti au pouvoir qui est le mieux placé pour limiter et vaincre la corruption dans le pays.
- Trois individus sur 4 invitent la presse à s'engager davantage dans la publication des erreurs du gouvernement ou des affaires de corruption à Madagascar. Cependant, leur manque d'efficacité à relayer ces informations [figure 2], et la peur par les citoyens des conséquences lors de dénonciation des cas de corruption [figure 3], ralentissent l'avancée des actions menées en ce sens.
- La majorité de ceux qui se trouvent dans la classe pauvre sont les principales victimes de la corruption dans le pays [figure 4]. Et parmi les citoyens qui trouvent que les dirigeants sont pour la plupart, voire tous impliqués dans des affaires de corruption, le gouvernement faille à ces obligations, notamment en matière de gestion de l'économie, création d'emplois, réduction de la criminalité, amélioration de services de santé de base ou encore, la question de sécurité alimentaire.

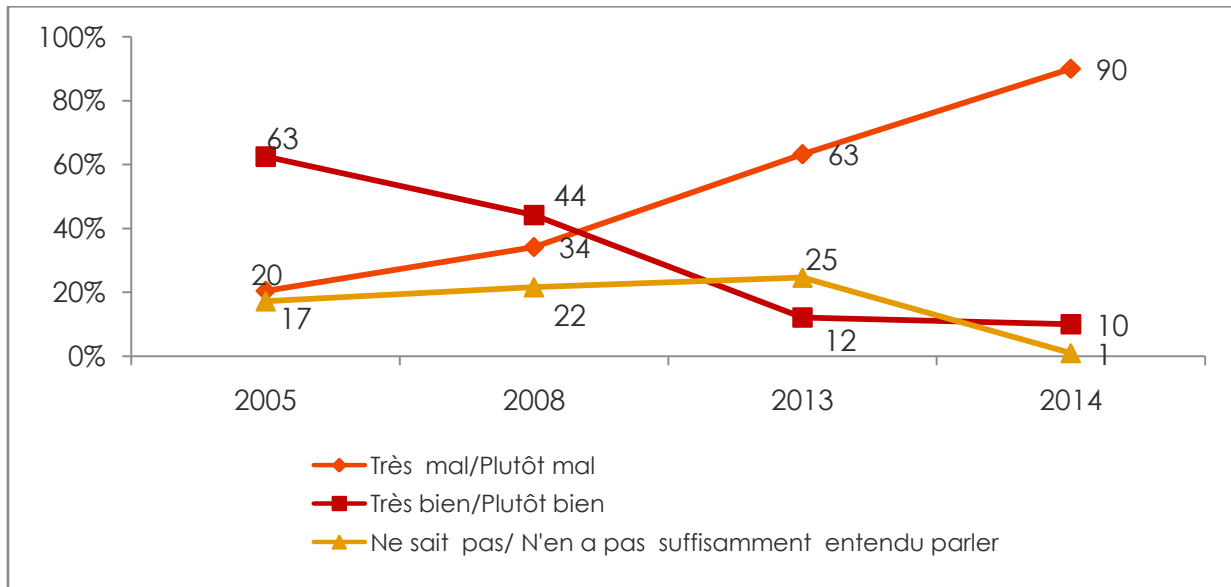
### Afrobaromètre :

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et nonpartisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes dans plus de 30 pays en Afrique. Cinq séries d'enquêtes ont été réalisées entre 1999 et 2013, et les enquêtes de la Série 6 sont actuellement en cours

(2014-2015). Afrobaromètre mène des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale de 1.200 à 2.400 répondants. L'équipe Afrobaromètre à Madagascar, dirigée par le cabinet COEF Ressources, a interviewé 1.200 adultes malgaches en décembre 2014. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/- 2% à un niveau de confiance de 95%. Les enquêtes précédentes ont été menées à Madagascar en 2005, 2008, 2013.

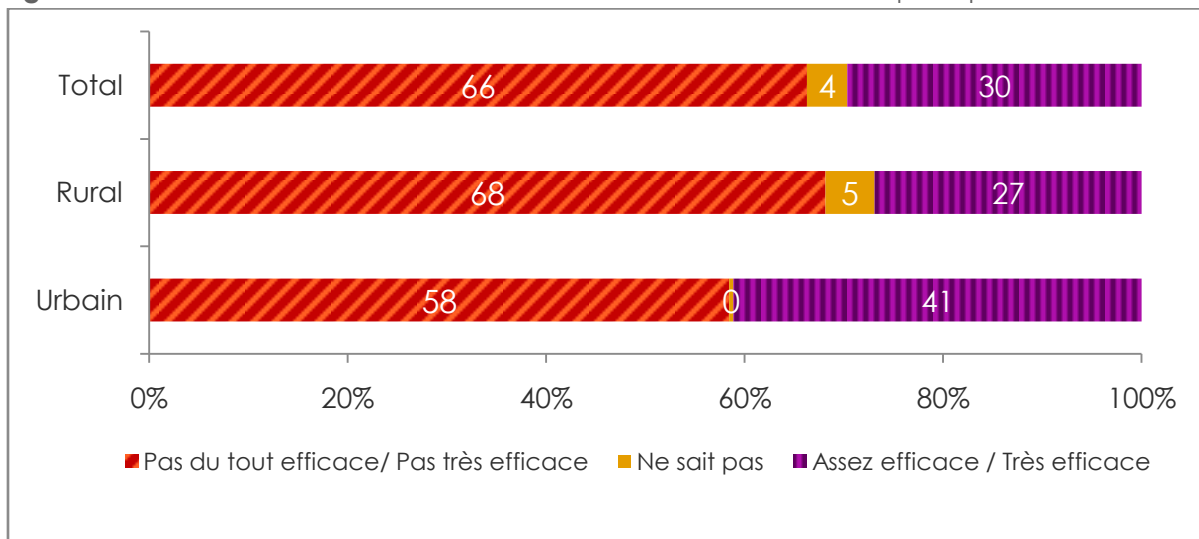
**Figures**

**Figure 1** : Perceptions sur la lutte contre la corruption par le gouvernement | Madagascar | 2005-2014



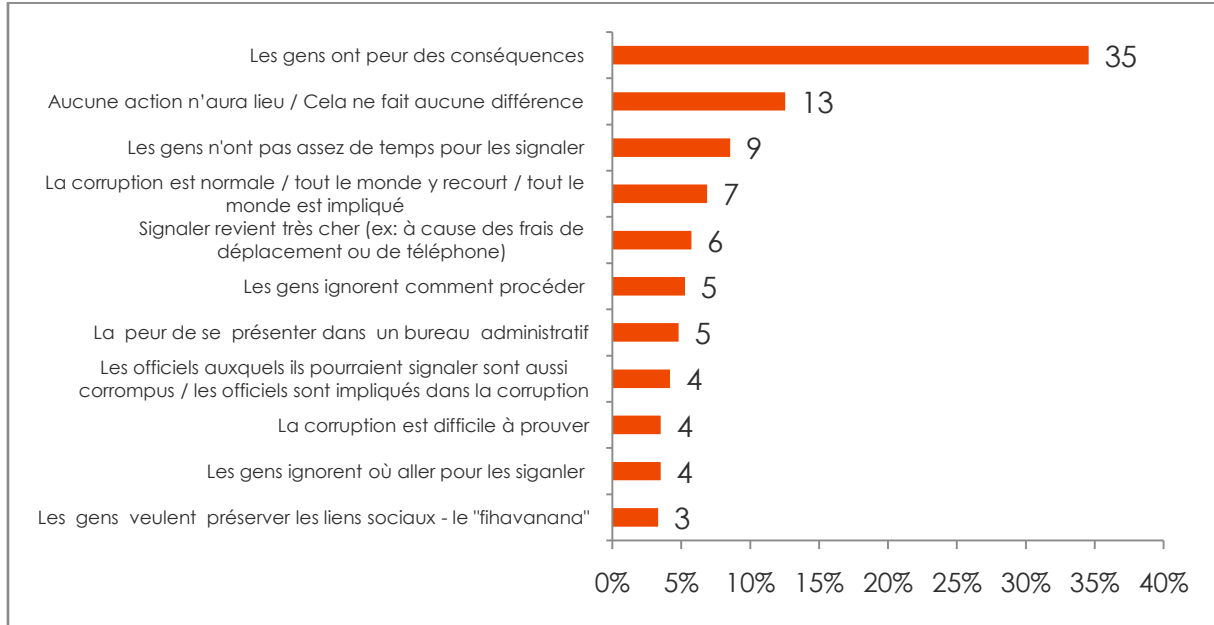
**La question posée aux répondants :** Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le Gouvernement actuel répond à la préoccupation de Lutte contre la corruption au sein de l'administration publique, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler?

**Figure 2** : Niveau d'efficacité des médias dans la lutte contre la corruption | 2014



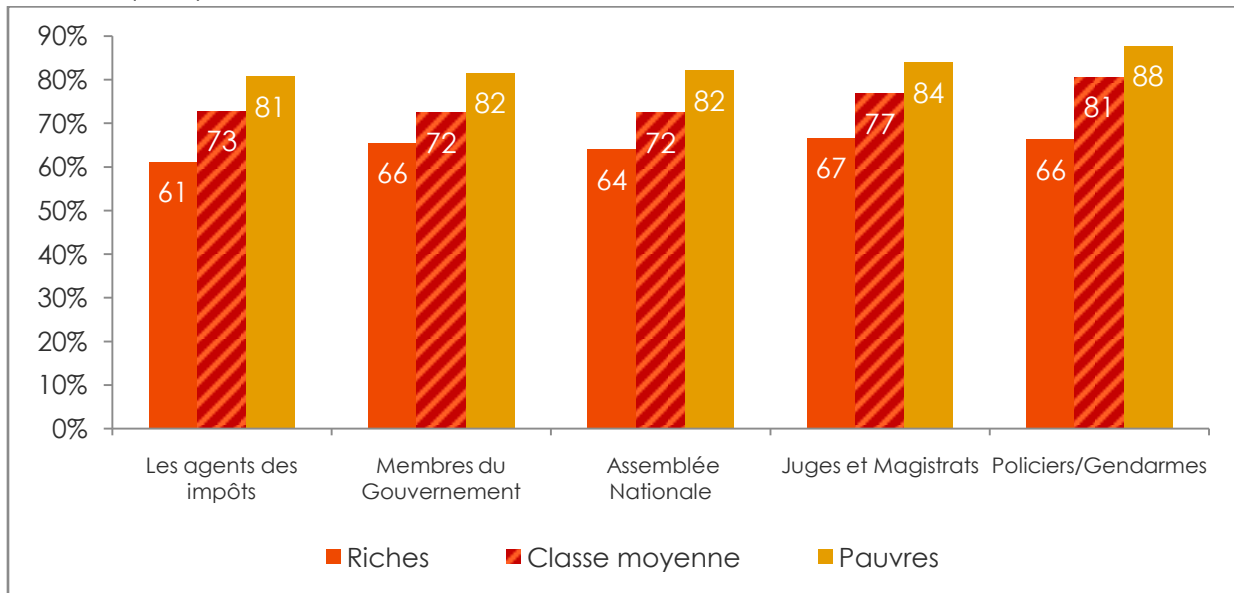
**La question posée aux répondants :** Dans ce pays, à quel point est-ce que la presse est efficace pour révéler les erreurs du gouvernement ou les cas de corruption?

**Figure 3:** Raisons empêchant les gens à dénoncer la corruption | 2014



**La question posée aux répondants :** Certaines personnes avancent que plusieurs incidents de corruption ne sont jamais signalés. En vous basant sur votre expérience, quelle est, à votre avis, la raison principale qui empêche les gens de signaler la corruption quand elle a lieu ?

**Figure 4 :** Perceptions de corruption au sein de certaines institutions | par classes économiques | 2014



**La question posée aux répondants :** Selon vous, combien de personnes des groupes suivants sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'êtes-vous pas assez familiers avec eux pour donner votre opinion ? [% de ceux qui ont dit « Certains » « la plupart d'entre eux » ou « tous » sont corrompus]

**Pour plus d'informations, veuillez contacter :**

Désiré RAZAFINDRAZAKA, directeur du cabinet COEF Ressources  
Laetitia RAZAFIMAMONJY, coordonnateur de projets COEF Ressources  
Iraldo Luis DJAO, consultant COEF Ressources

Tél : +261 20 22 283 82  
Email : [coef-re@moov.mg](mailto:coef-re@moov.mg)

Veuillez consulter :  
[www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)

Veuillez nous suivre sur Facebook et Twitter @Afrobarometer.